

EDF : les agents se préparent à affronter Hercule

FO-Énergie et Mines, ainsi que la CFDT, la CGC et la CGT ont confirmé le 28 août leur appel à la grève le 19 septembre contre le projet « Hercule », qui livrerait les activités les plus rentables d'EDF au privé.

Concocté par la direction à la demande du président de la République et présenté aux organisations syndicales le 20 juin, le projet, baptisé Hercule par ses concepteurs, consiste en un éclatement de l'entreprise en deux entités distinctes. L'État, qui

détient actuellement 80% de la totalité du groupe, garderait 100% du nucléaire, du thermique à flamme et de l'hydraulique (sous réserve pour ce dernier secteur que Bruxelles donne son feu vert), activités qui seraient regroupées dans la maison mère. Mais la deuxième entité, appelée « filiale verte », serait ouverte au secteur privé. Elle inclurait les activités les moins coûteuses ou susceptibles de rapporter le plus : la branche commerce, les énergies renouvelables, le réseau de distribution (Enedis) et la production dans les Drom-Tom (SEI). Dans un communiqué commun, les organisations syndicales appellent les agents à un « engagement massif » le

19 septembre pour « *mettre un terme aux jeux de poker menteur qui se jouent entre le gouvernement et la Commission européenne sur le dos du groupe EDF, de ses salariés et du service public* ».

Rassemblements devant le ministère et les préfetures

Le projet Hercule « *est une étape supplémentaire dans la libéralisation du marché de l'électricité et la financiarisation de l'entreprise intégrée EDF dont les réussites sont pourtant indéniables* », dénoncent ces dernières, avant de mettre en garde : « *Le risque est grand pour*

les citoyens de connaître des coupures longues et une augmentation des factures d'électricité dans les années à venir. »

De plus, l'ouverture au secteur privé menace aussi le statut jusqu'ici préservé des personnels.

La journée de grève sera ponctuée par un rassemblement devant le ministère de l'Écologie à Paris, auquel les fédérations ont demandé une audience. Sont prévus aussi des rassemblements devant les préfetures dans les régions et des assemblées générales sur les lieux de travail de tous les secteurs d'activité du groupe (production, transport, distribution, commercialisation).